

Je répète ce que je disais l'autre soir: Combien de temps encore le Gouvernement croit-il pouvoir tourner le dos à la population tout en conservant son appui? Appuyé par le député de Souris (M. Ross), je propose:

Que tous les mots qui suivent le mot "que" soient supprimés et remplacés par les suivants:

"Les propositions du ministre des Finances ne sont pas satisfaisantes parce qu'elle entraîneront inévitablement une hausse du coût de la vie pour tous et en particulier pour ceux qui sont le moins en mesure de la supporter.

La Chambre condamne en particulier, comme une mesure favorisant l'inflation, la majoration de 25 p. 100 de la taxe générale de vente et exprime l'avis que ladite majoration n'est si nécessaire ni opportune.

La Chambre condamne aussi la lourde augmentation des taxes d'accise à l'égard de certaines denrées essentielles et exprime l'avis que l'énorme relèvement des impôts proposé par le Gouvernement est attribuable dans une large mesure à l'extravagance du Gouvernement.

La Chambre regrette que le Gouvernement n'ait pas su prendre des mesures efficaces contre le mercantilisme."

M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, nonobstant tout ce que je pourrai dire plus tard au sujet du budget, je tiens à m'unir au député de Greenwood (M. Macdonnell), qui peu après la présentation du budget, a félicité le ministre des Finances (M. Abbott) de l'excellence de son débit et l'a remercié d'avoir déposé à la Chambre le bilan financier de l'État d'une façon qui indique bien l'attitude du Gouvernement à l'égard de la situation actuelle du pays.

Comme le député de Greenwood, je déplore que le ministère n'ait pas prévu avec plus d'exactitude, chaque année, les excédents possibles. Certains motifs expliquent peut-être le fait, mais il n'en reste pas moins qu'il aurait fallu être plus précis qu'on ne l'a été depuis quelques années.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le député de Greenwood (M. Macdonnell). Je partage son avis sur une bonne partie des critiques qu'il a faites du budget et du gouvernement qui en est l'auteur. Je répéterai quelques-unes de ses critiques mais d'une autre façon. Nous vivons vraiment une époque intéressante et stimulante. Les gens se demandent parfois comment nous allons la traverser, mais on peut se louer de vivre dans un siècle qui offre tant d'obstacles à surmonter et où nous sommes témoins de si grands changements économiques et sociaux.

[M. Macdonnell (Greenwood).]

Dans son exposé budgétaire, le ministre a dit que deux grands problèmes se posaient dans le monde. L'un d'eux consiste à réaliser une paix durable, l'autre, à vaincre l'inflation. A notre avis, le premier consiste à trouver le meilleur moyen d'assurer la bonne entente et la collaboration mondiales par l'intermédiaire des Nations Unies. Nous croyons que le second problème doit être envisagé d'abord comme un problème national. Je ne suis pas d'avis que nous devions tabler sur la situation qui existe aux États-Unis, ni agir toujours d'après ce qui se passe chez notre grand voisin. Évidemment, nous pouvons être influencés jusqu'à un certain point, par ce qui se passe aux États-Unis et dans le monde.

Quant à la question de la paix, nous nous rendons compte que tout ce que nous pouvons et devons faire c'est d'user de notre influence et de notre pouvoir en vue du règlement pacifique des conflits qui surgissent entre les nations. Nous sommes forcément contraints d'accepter les décisions collectives arrêtées après consultation et négociations avec d'autres membres des Nations Unies. En d'autres termes, bon gré mal gré, nous ne jouissons pas de la souveraineté absolue dans le domaine des affaires internationales.

Par ailleurs, même si les courants et les tendances de l'économie mondiale influent nécessairement, comme je viens de le dire, sur notre économie nationale, nous pouvons faire beaucoup, à l'intérieur de nos frontières, pour protéger notre population contre les effets dévastateurs de l'inflation effrénée qui sévit aujourd'hui. Le Gouvernement n'a pris, et l'exposé budgétaire ne prévoit aucune mesure efficace en vue de soulager la population des mauvais effets de la hausse des prix et de cette inflation effrénée.

Depuis six mois, soit depuis la présentation du budget provisoire en septembre dernier, les prix ont monté de façon spectaculaire. On nous a dit alors que le budget visait à atténuer l'inflation qui était déjà très manifeste et qui s'est beaucoup aggravée depuis. La dernière hausse signalée par le Bureau fédéral de la statistique est la plus élevée de l'histoire du Canada. L'indice atteint maintenant, comme l'a signalé l'honorable député de Greenwood, le sommet sans précédent de 179.7.

Évidemment, la cause principale de l'inflation, c'est qu'il y a trop d'argent, le crédit et le pouvoir d'achat sont trop considérables par rapport aux denrées et aux services disponi-